

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

9 SEPTEMBRE 1994

PROJET DE BUDGET GENERAL DES DEPENSES

pour l'année budgétaire 1995

NOTE DE POLITIQUE GENERALE
des Pensions (21)
pour l'année budgétaire 1995 (**)

1. Lignes générales en matière de gestion

La priorité en matière de pension reste posée sur

- la sauvegarde de l'avenir des pensions légales; d'autres buts essentiels concernent :
- la démocratisation des pensions extra-légales et l'amélioration de la situation juridique des participants;
- la contribution à l'émancipation des seniors, en accentuant leur implication et en institutionnalisant les possibilités de participation des pensionnés;
- le renforcement et l'amélioration du fonctionnement des administrations des pensions.

2. Sauvegarder le régime des pensions légales

Il est un fait que les régimes de pensions légales, basés sur la technique de répartition, doivent se préparer à temps en fonction de l'évolution démographique à venir, à savoir, pour le rapport de plus en

Voir :

- 1540 - 93 / 94 :

- Nos 1 à 10 : Notes de politique générale.
- N° 11 : Budget.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

(**) Conformément à l'article 79, n° 1, du Règlement de la Chambre des Représentants, le ministre des Pensions a transmis la note de politique générale de son département.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

9 SEPTEMBER 1994

ONTWERP VAN ALGEMENE UITGAVENBEGROTING

voor het begrotingsjaar 1995

BELEIDSNOTA
van Pensioenen (21)
voor het begrotingsjaar 1995 (**)

1. Algemene beleidslijnen

De prioriteit inzake pensioenen blijft het veilig stellen voor de toekomst van de wettelijke pensioenen;

andere essentiële doelstellingen betreffen :

- het democratiseren van de extra-legale pensioenvorming en het verbeteren van de rechtspositie van de deelnemers;
- de emancipatie van de senioren, door het activeren van de betrokkenheid en het institutionaliseren van de inspraakmogelijkheden van de gepensioneerden; en
- het versterken en verbeteren van de werking van de pensioenadministraties.

2. Wettelijke pensioenstelsels veiligstellen

Dat de wettelijke pensioenstelsels, gesteund op de repartitietechniek, zich tijdig moeten voorbereiden op de toekomstige demografische ontwikkeling, t.t.z. op de zich snel en sterk wijzigende verhouding tus-

Zie :

- 1540 - 93 / 94 :

- N° 1 tot 10 : Beleidsnota's.
- N° 11 : Begroting.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

(**) Overeenkomstig artikel 79, n° 1, van het Reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft de minister van Pensioenen de beleidsnota van zijn departement overgezonden.

plus changeant entre le nombre de contribuables et le nombre de pensionnés.

Dans une étude récemment publiée (*), le Bureau du Plan a de manière explicite une nouvelle fois démontré l'influence de ce composant démographique dans l'évolution des dépenses de la sécurité sociale, et principalement dans le secteur des pensions.

“Les progrès continus dans l'allongement de la vie associés à une faible fécondité, double phénomène renforcé par des cohortes importantes arrivant aux âges élevés et des cohortes toujours plus minces de femmes en âge d'avoir des enfants, ne feront que renforcer le vieillissement de la population particulièrement entre 2005 et 2035 quand arriveront aux âges élevés les enfants du “baby-boom” consécutif à la deuxième guerre mondiale. Les personnes de plus de 60 ans représenteraient près du tiers de la population en 2050, celles de plus de 80 ans plus du dixième.

Le rapport entre le nombre de personnes âgées et le nombre de personnes en âge de travailler, ou coefficient de dépendance des âgés, actuellement de 37 (37 personnes âgées pour 100 actifs potentiels) pourrait atteindre 70 en 2050. Un affinement de ce rapport —tenant compte des taux de pensionnement, d'activité, d'occupation et des montants moyens de rémunération et de pension de la dernière année observée, le seul facteur variable étant la population— indique que si on devait financer les pensions à partir des rémunérations, il faudrait pour cette seule cause démographique doubler l'ampleur du prélèvement sur les rémunérations : de 15% actuellement à 29% en 2050.

La dépense sociale vraiment appelée à augmenter sensiblement en fonction de l'évolution démographique est la dépense de pension; la croissance pour cette raison pourrait en être de 63% en 2038 par rapport à aujourd'hui, l'ampleur se réduisant légèrement par la suite en raison de la disparition des générations du “baby(papy)-boom”. La dépense sociale totale, par conjugaison de mouvements divers, devrait augmenter, par suite de la seule évolution démographique, d'un maximum de 24% en 2036 par rapport à aujourd'hui pour se maintenir au-dessus des 20% par la suite.”

Le débat social, basé sur l'élaboration d'un certain nombre de corrections de la législation des pensions afin de mieux maîtriser et donc de rendre les dépenses en matière de pension plus abordables (étant donné le vieillissement de la collectivité), a été entamé par mon prédécesseur par l'organisation de la Conférence de la Table Ronde (installation mars 1993).

Au départ d'un examen scientifique approfondi avec e.a.

sen het aantal bijdrageplichtigen en het aantal gepensioneerden, is nagenoeg algemeen aanvaard.

In een recent gepubliceerde studie (*) heeft het Planbureau nog eens ondubbelzinnig de invloed van deze demografische component voor de uitgavenontwikkeling van de sociale zekerheid, en dan vooral in de pensioensector, aangetoond.

“Les progrès continus dans l'allongement de la vie associés à une faible fécondité, double phénomène renforcé par des cohortes importantes arrivant aux âges élevés et des cohortes toujours plus minces de femmes en âge d'avoir des enfants, ne feront que renforcer le vieillissement de la population particulièrement entre 2005 et 2035 quand arriveront aux âges élevés les enfants du “baby-boom” consécutif à la deuxième guerre mondiale. Les personnes de plus de 60 ans représenteraient près du tiers de la population en 2050, celles de plus de 80 ans plus du dixième.

Le rapport entre le nombre de personnes âgées et le nombre de personnes en âge de travailler, ou coefficient de dépendance des âgés, actuellement de 37 (37 personnes âgées pour 100 actifs potentiels) pourrait atteindre 70 en 2050. Un affinement de ce rapport —tenant compte des taux de pensionnement, d'activité, d'occupation et des montants moyens de rémunération et de pension de la dernière année observée, le seul facteur variable étant la population— indique que si on devait financer les pensions à partir des rémunérations, il faudrait pour cette seule cause démographique doubler l'ampleur du prélèvement sur les rémunérations : de 15% actuellement à 29% en 2050.

La dépense sociale vraiment appelée à augmenter sensiblement en fonction de l'évolution démographique est la dépense de pension; la croissance pour cette raison pourrait en être de 63% en 2038 par rapport à aujourd'hui, l'ampleur se réduisant légèrement par la suite par disparition des générations du “baby(papy)-boom”. La dépense sociale totale, par conjugaison de mouvements divers, devrait augmenter, par suite de la seule évolution démographique, d'un maximum de 24% en 2036 par rapport à aujourd'hui pour se maintenir au-dessus des 20% par la suite.”

Het maatschappelijk debat, gericht op het uitwerken van een reeks bijsturingen van de pensioenwetgeving om -gegeven de vergrijzing van de samenleving- de pensioenuitgaven beheersbaar en dus betaalbaar te houden, werd door mijn voorganger met de organisatie van een Ronde Tafel Conferentie (installatie maart 1993) op gang getrokken.

Vertrekkend van grondig wetenschappelijk studiewerk met o.a.

(*) Planning Papers nr. 68 - Juillet 1994

L'évolution démographique de long terme et son incidence isolée sur quelques grandeurs socio-économiques.

(*) Planning Papers nr. 68 - Juillet 1994

L'évolution démographique de long terme et son incidence isolée sur quelques grandeurs socio-économiques.

* de nouvelles perspectives démographiques, dont les hypothèses de base ont été établies avec le consentement des principaux spécialistes belges,

* des perspectives à long terme actualisées par le Bureau du Plan des dépenses de la sécurité sociale,

* des simulations des dépenses de pension au départ de nouveaux sondages sur les personnes pensionnées récemment

il a été demandé aux participants de la Table Ronde (administrations des pensions, partenaires sociaux, parlementaires et pensionnés) de réfléchir aux thèmes suivants :

* la dynamique interne des régimes belges des pensions;

* la problématique de l'âge de la pension;

* la structure de cotisations de la sécurité sociale;

* les trois piliers de pensions;

* la solidarité entre les pensionnés.

Durant plusieurs mois ces thèmes ont été analysés en profondeur dans deux groupes de travail, des auditions publiques ont été organisées, des rapports intermédiaires ont été élaborés.

Les activités de la Table Ronde se sont retrouvées, dans le contexte du plan global et suite à la situation économique et à sa répercussion sur le compte de la sécurité sociale, dans un processus d'accélération.

Mon prédécesseur a proposé à ce sujet un certain nombre de conclusions en matière de politique de gestion à une commission parlementaire le 21 décembre 1993.

Il entre dans mes intentions d'utiliser pleinement l'information rassemblée par les participants à cette Table Ronde.

2.1. Pensions des travailleurs du secteur privé

Il a été travaillé de manière intensive au dossier des pensions du secteur salarié tant avec les partenaires sociaux, par le biais du Conseil National du Travail, qu'avec les organisations des pensionnés. A chaque fois, les discussions furent appuyées de nouveaux calculs du Bureau du Plan. Les circonstances ont voulu que l'aspect du traitement égal entre hommes et femmes s'est retrouvé régulièrement au premier plan.

Ceci tend à élargir la problématique. Une solution ne peut plus se limiter uniquement au secteur des pensions mais doit couvrir toute la sécurité sociale.

Le Gouvernement et le Parlement sont confrontés à une mission urgente.

Une approche globale implique un examen de la problématique de l'équité en plus de mesures rendant les pensions légales payables tant au niveau budgétaire que social. Je désire élaborer des mesures basées sur un consensus le plus large possible.

* nieuwe demografische vooruitzichten, waarvan de basishypothesen in consensus door de voornaamste Belgische specialisten werden opgesteld,

* door het Planbureau geactualiseerde lange termijnvooruitzichten van de sociale zekerheidsuitgaven,

* simulaties van de pensioenuitgaven vertrekkend van nieuwe uitgebreide steekproeven over de recentst gepensioneerden,

werd aan de deelnemers van de Ronde Tafel (pensioenadministraties, sociale partners, parlementairen en gepensioneerden zelf) gevraagd zich te bezinnen over de hiernavolgende thema's:

* de interne dynamiek van de Belgische pensioenstelsels;

* de problematiek van de pensioenleeftijd;

* de bijdragestructuur van de sociale zekerheid;

* de drie pensioenpijlers;

* de solidariteit onder de gepensioneerden.

Gedurende verschillende maanden werden in twee werkgroepen deze thema's grondig geanalyseerd, hoorzittingen werden belegd, tussentijdse rapporten opgesteld.

De werkzaamheden van de Ronde Tafel kwamen, in de context van het globaal plan, en als gevolg van de economische situatie en de weerslag hiervan op de sociale zekerheidsrekening, in een versnellingsproces terecht.

Mijn voorganger heeft in dit verband een aantal persoonlijke beleidsconclusies uit deze werkzaamheden voorgesteld aan een gemengde parlementaire commissie op 21 december 1993.

Het is mijn bedoeling om verder te bouwen op de rijke informatie die door de deelnemers aan deze Ronde Tafel werd bijeengebracht.

2.1. Pensioenen werknemers privé-sector

In het dossier van de werknemerspensioenen werd intensief verder gewerkt zowel met de sociale gesprekspartners, via de Nationale Arbeidsraad, als met de gepensioneerdenverenigingen. Steeds werden de besprekingen onderbouwd met nieuwe berekeningen van het Planbureau. Door omstandigheden kwam het aspect van de gelijke behandeling tussen mannen en vrouwen steeds sterker op de voorgrond.

Dit verruimt de problematiek. Een oplossing kan zich niet meer beperken tot de pensioensector alleen maar moet de volledige sociale zekerheid omvatten.

Regering en Parlement staan voor een dwingende opdracht.

Een globale benadering veronderstelt een aanpak van o.m. de problematiek van de gelijkberechtiging naast de maatregelen die de wettelijke pensioenen budgettair, maar ook sociaal verantwoord, betaalbaar houden. Het is mijn vaste wil maatregelen uit te werken die op een zo ruim mogelijke consensus steunen.

Je suis par ailleurs convaincu que ceci doit aller de pair avec une analyse approfondie des droits dérivés.

La législation des pensions doit être adaptée d'urgence à l'évolution sociale, principalement en ce qui concerne la composition des ménages (divorces, isolés) et la participation au marché du travail (ménages ayant deux revenus, pensions de survie).

2.2. Pensions du secteur public

Bien que dans le secteur public l'évolution de la charge des pensions soit plutôt déterminée par la politique de recrutement de l'autorité que par la démographie, on prévoit un problème assez important pour le début du siècle prochain.

Tant des mesures de portée générale que ponctuelles sont dès lors requises.

2.2.1. En général

Dans le secteur des pensions publiques un certain nombre de mesures ont été préparées visant à freiner l'augmentation future des dépenses de pension.

Il s'agit de mesures visant à préserver les principes de base des pensions du secteur public, comme le principe du salaire différé, la péréquation et le calcul de la pension sur le traitement moyen des cinq dernières années.

Ces propositions ont trait à :

- * l'élimination du caractère particulier de certains tantièmes préférentiels dans le cas de fonctions successives ou de fonctions exercées comme fonctions accessoires;
- * le recul dans le temps des conséquences des augmentations de traitement sur les pensions;
- * l'adaptation du montant maximum de la pension de survie du secteur public et l'application de ce même maximum sur le cumul des pensions de survie.

Il entre dans mes intentions de continuer les négociations nécessaires en vue d'arriver à un consensus dans le sens le plus large.

2.2.2. Loi spéciale instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public

Suite aux différentes réformes de l'Etat différentes compétences nationales ont été transférées aux Communautés et aux Régions. Ceci était e.a. le cas pour le statut du personnel et le statut pécuniaire des agents des Communautés et des Régions, alors que le Gouvernement fédéral est resté compétent pour les pensions.

Sans porter atteinte à cette autonomie, il était nécessaire de trouver les moyens de modérer l'impact de la politique des salaires des administrations auto-

Het is daarenboven mijn overtuiging dat dit moet gepaard gaan met een grondige analyse van de afgeleide rechten.

De pensioenwetgeving moet immers dringend aangepast worden aan de maatschappelijke evolutie, vooral dan inzake gezinssamenstelling (echtscheidingen, alleenstaanden) en arbeidsmarktparticipatie (tweeinkomens gezinnen, overlevingspensioenen).

2.2. Pensioenen openbare sector

Alhoewel in de openbare sector de evolutie van de pensioenlast eerder bepaald wordt door de aanwervingspolitiek van de overheid dan door de demografie, wordt ook hier tegen begin volgende eeuw een aanzienlijk probleem verwacht.

Zowel maatregelen met een algemene draagwijdte als naar bepaalde segmenten van de overheid toe zijn bijgevolg aangewezen.

2.2.1. Algemeen

In de sector van de overheidspensioenen werden een aantal maatregelen voorbereid die erop gericht zijn de toekomstige stijging van de pensioenuitgaven af te remmen.

Het betreft ingrepen die de basisbeginselen van de overheidspensioenen t.w. het uitgesteld loon principe, de perequatie en de berekening van het pensioen op de gemiddelde wedde van de laatste 5 jaar vrijwaren.

Deze voorstellen hebben betrekking op

- * het wegwerken van het bijzonder karakter van sommige preferentiële tantièmes in geval van achtereenvolgende diensten en van diensten verricht in een bijambt;
- * de verschuiving naar een later tijdstip van de gevolgen van weddeverhogingen op de pensioenen;
- * het aanpassen van het maximumbedrag van het overlevingspensioen van de openbare sector en de toepassing van ditzelfde maximum op de cumulatie van overlevingspensioenen.

Het ligt in mijn bedoeling terzake nog verder noodzakelijk overleg te plegen, met het oog op het bereiken van een ruime consensus.

2.2.2. Bijzondere wet tot instelling van een responsabiliseringsbijdrage ten laste van sommige werkgevers van de openbare sector

Ingevolge de opeenvolgende staatshervormingen werden verschillende nationale bevoegdheden naar gewesten en gemeenschappen overgeheveld. Dit was onder meer het geval met het personeels- en weddestatuut van de ambtenaren van de Gewesten en Gemeenschappen, terwijl de nationale overheid bevoegd blijft voor de pensioenen.

Zonder afbreuk te willen doen aan deze autonomie moet naar middelen worden gezocht om de weerslag van de weddepolitiek van de autonome besturen op

nomes sur l'évolution de la charge des pensions pour le gouvernement fédéral. Chaque augmentation de l'échelle barémique d'un fonctionnaire régional entraîne en effet automatiquement, par le biais du mécanisme de la péréquation, une augmentation des pensions des anciens fonctionnaires nationaux ou régionaux.

Par l'approbation, avec majorité spéciale, de la loi du 27 avril 1994 les Communautés et les Régions ont été responsabilisées en ce qui concerne les conséquences financières de leur gestion autonome des salaires sur les pensions.

De ce fait, le caractère national du régime des pensions des fonctionnaires du secteur public a été concilié avec la fédéralisation du pays.

L'importance de cette mesure structurelle est considérable.

Le montant de la cotisation de responsabilisation est fixé annuellement par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après négociations avec les Gouvernements des Communautés et des Régions.

Il faut souligner que cette loi ne contient aucune modification de la réglementation légale sur l'ouverture du droit à la pension de retraite du personnel du secteur public ou le calcul de ces pensions.

2.2.3. Pensions des administrations locales

Les administrations locales ont également été obligées par le biais de la loi du 6 août 1993 de mieux tenir compte de l'avenir en ce qui concerne leurs obligations en matière de pensions.

Les administrations locales qui ne sont pas encore affiliées à l'ONSS-APL ont été encouragées financièrement à le faire, ou à souscrire un contrat avec un organisme de prévoyance afin que par le biais de la technique de capitalisation, des réserves soient constituées afin de pouvoir faire face aux charges futures en matière de pension.

Aujourd'hui, pratiquement toutes les communes sont préservées pour l'avenir.

2.2.4. Problématique des pensions des entreprises publiques économiques

Les entreprises publiques ne peuvent pas non plus continuer à ignorer le problème de la facture toujours de plus en plus élevée due à l'augmentation du coût de la vie.

Depuis la réforme des entreprises publiques en "entreprises autonomes" (*) plusieurs d'entre elles sont entretemps à la recherche de moyens alternatifs de financement afin de pouvoir continuer à remplir

de l'évolution de la charge des pensions pour le gouvernement fédéral. Chaque augmentation de l'échelle barémique d'un fonctionnaire régional entraîne en effet automatiquement, par le biais du mécanisme de la péréquation, une augmentation des pensions des anciens fonctionnaires nationaux ou régionaux.

Par l'approbation, avec majorité spéciale, de la loi du 27 avril 1994 les Communautés et les Régions ont été responsabilisées en ce qui concerne les conséquences financières de leur gestion autonome des salaires sur les pensions.

De ce fait, le caractère national du régime des pensions des fonctionnaires du secteur public a été concilié avec la fédéralisation du pays.

L'importance de cette mesure structurelle est considérable.

Le montant de la cotisation de responsabilisation est fixé annuellement par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après négociations avec les Gouvernements des Communautés et des Régions.

Il faut souligner que cette loi ne contient aucune modification de la réglementation légale sur l'ouverture du droit à la pension de retraite du personnel du secteur public ou le calcul de ces pensions.

2.2.3. Pensioenen lokale besturen

De lagere overheden werden er door middel van de wet van 6 augustus 1993 toe aangezet hun pensioenverplichtingen naar de toekomst toe beter te onderbouwen.

De nog niet bij de RSZ-PPO aangesloten lagere overheden worden financieel aangespoord om toch aan te sluiten, ofwel een contract af te sluiten met een verzorgingsinstelling zodat d.m.v. de kapitalisatie-techniek reserves worden opgebouwd om aan de toekomstige pensioenlasten het hoofd te kunnen bieden.

Vandaag zijn nagenoeg alle gemeenten op één of andere manier ingedekt naar de toekomst toe.

2.2.4. Pensioenproblematiek economische overheidsbedrijven

Ook de overheidsbedrijven kunnen het probleem van de als gevolg van de toenemende levensduur steeds verder oplopende pensioenfactuur, niet langer uit de weg gaan.

Sinds de omvorming tot "autonome" overheidsbedrijven (*) zijn verschillende onder hen inmiddels op zoek gegaan naar alternatieve financieringswijzen om te kunnen blijven voldoen aan hun verplichtingen

(*) Des quatre entreprises publiques concernées (Belgacom, La Poste, la S.N.C.B., la Régie des voies aériennes) seule la dernière citée n'est pas encore autonome en application de la loi du 21 mars 1991.

(*) Van de vier bedoelde overheidsbedrijven (Belgacom, De Post, N.M.B.S., Regie der Luchtwegen) heeft enkel laatstgenoemde nog geen autonomie in toepassing van de wet van 31 maart 1991.

leurs obligations vis-à-vis de (l'ancien) personnel et de leurs ayants-droit et font examiner s'il ne serait pas plus avantageux de passer du système de la répartition à un système de capitalisation.

Actuellement cette problématique fait l'objet, en ce qui concerne Belgacom, d'une négociation intensive avec la direction d'entreprise et avec le Ministre compétent pour les entreprises publiques.

2.3. Les pensions des travailleurs indépendants

Le 1^{er} juillet 1994, la pension minimum des travailleurs indépendants était mise au niveau du revenu garanti aux personnes âgées. De ce fait, le plan entamé le 1^{er} janvier 1988 est achevé.

La pension minimum des travailleurs indépendants a, tel que prévu initialement, été rehaussée en cinq phases.

Les quatre premières phases de ce plan ont été exécutées le 1^{er} janvier 1988, le 1^{er} janvier 1989, le 1^{er} janvier 1990 et le 1^{er} juillet 1991.

Le Gouvernement avait cependant décidé d'exécuter la cinquième et dernière phase en deux étapes : la première le 1^{er} juillet 1993 et la dernière apportant une assimilation complète au 1^{er} juillet 1994.

Etant donné que le Gouvernement avait déjà décidé en 1992 de rattacher automatiquement la pension minimum garantie au montant du revenu garanti aux personnes âgées, la pension minimum —qui n'est pas prise anticipativement— ne pourra jamais pour une carrière complète (45 ans pour un indépendant masculin et 40 ans pour un indépendant féminin) être inférieure à 19.710 F ou 26.280 F. par mois selon qu'il s'agisse d'une pension au taux isolé ou au taux ménage.

Un pro-rata de pension minimum est accordé pour autant que le travailleur indépendant prouve au moins deux tiers d'une carrière complète.

Pour ce faire, depuis l'augmentation du 1^{er} janvier 1991, non seulement les années d'indépendants peuvent être invoquées mais également celles de travailleur salarié. Dans le cas où les prestations comme travailleur salarié doivent également être prises en considération pour atteindre les deux tiers, la pension minimum peut être limitée au montant du revenu garanti aux personnes âgées.

Il ressort de cette mesure que pour + 220.000 anciens indépendants la pension peut être rehaussée jusqu'à concurrence de ces nouveaux minima.

3. Protection légale des travailleurs dans la constitution de la pension extra-légale

Lors des discussions du budget 1994, mon prédécesseur annonçait une initiative légale ayant pour but la régulation sociale dans le domaine des pensions extra-légales. Nous constatons aujourd'hui

t.a.v. het (gewezen) personeel en hun rechthebbenden en (doen) onderzoeken of zij er al dan niet goed aan doen over te stappen van een repartitiestelsel naar een kapitalisatiestelsel.

Momenteel maakt deze problematiek voor het geval Belgacom, het voorwerp uit van intensief overleg met de ondernemingsleiding en de voor de overheidsbedrijven bevoegde Minister.

2.3. De zelfstandigenpensioenen

Op 1 juli 1994 werd het minimumpensioen voor de zelfstandigen gelijk aan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Daarmee is het plan dat op 1 januari 1988 van start ging voltooid.

Het minimumpensioen voor de zelfstandigen werd daarmee volgens de oorspronkelijke bedoeling in vijf fasen opgetrokken.

De eerste vier fasen van dat plan werden uitgevoerd op 1 januari 1988, 1 januari 1989, 1 januari 1990 en 1 juli 1991.

Door de Regering werd evenwel beslist de vijfde fase en laatste fase in twee trappen uit te voeren: de eerste stap werd op 1 juli 1993 uitgevoerd en de laatste op 1 juli 1994.

Vermits de Regering in 1992 ook al principieel beslist had het gewaarborgd minimumpensioen automatisch te koppelen aan het bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden zal het minimumpensioen —dat niet vervroegd wordt opgenomen— voor een volledige beroepsloopbaan, maw. 45 jaar voor een mannelijke zelfstandige en 40 jaar voor een vrouwelijke zelfstandige, nooit lager kunnen zijn dan 19.710 fr. of 26.280 fr. per maand naargelang het een pensioen als alleenstaande of voor een gezin is.

Een pro-rata van het minimumpensioen wordt toegekend voor zover de zelfstandige minstens twee derde van een volledige loopbaan bewijst.

Hiervoor kunnen sinds de verhoging van 1 januari 1991 niet enkel verzekeringstijdvakken als zelfstandige worden ingebracht, maar tevens tijdvakken als werknemer. In het geval dat de werknemersprestaties mee in rekening moeten komen om aan de twee derde voorwaarde te voldoen, kan het minimumpensioen worden begrensd tot het bedrag van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Deze maatregel brengt mee dat nu voor ongeveer 220.000 gewezen zelfstandigen het pensioen tot deze nieuwe minima werd verhoogd.

3. Wettelijke bescherming van de werknemers in de opbouw van het buitenwettelijk pensioen

Ter gelegenheid van de bespreking van de begroting 1994 kondigde mijn ambtsvoorganger een wetgevend initiatief aan dat tot een sociale regulering op het domein van de buitenwettelijke pensioenen

qu'il n'existe pas en Belgique de réglementation globale en matière de sécurité sociale complémentaire. La matière est réglée au moyen de différentes techniques légistiques en fonction de la qualité des parties et de la nature du rapport de droit. Les réglementations complémentaires de sécurité sociale ci-après peuvent être citées à titre d'exemple :

- les réglementations accordant des avantages complémentaires de sécurité sociale (en matière de chômage, maladie, invalidité, pensions...) à certaines personnes dans le cadre des Fonds de Sécurité d'existence créés en application de la loi du 7 janvier 1958;

- les réglementations qui accordent des avantages complémentaires à certaines catégories de travailleurs dans le cadre d'une assurance groupe souscrite par les employeurs dans certains organismes d'assurance conformément à la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

- les réglementations accordant des indemnités de pension complémentaire dans le cadre de fonds de pensions créés par les employeurs en faveur de leurs employés. Depuis l'arrêté royal du 14-15 mai 1985, ces fonds de pensions sont également assujettis à la loi précitée du 9 juillet 1975;

- les avantages complémentaires légaux pour certaines catégories de professions libérales (médecins, dentistes...) ou de travailleurs (arrêté royal du 14 mai 1969 concernant l'octroi des avantages extra-légaux aux travailleurs).

- le système instauré par l'arrêté royal du 17 décembre 1992 concernant l'activité assurance-vie.

Une partie des employés affiliés aux régimes de pension des entreprises, ne jouissent toujours pas des droits et assurances qui sont acquis ou règlementés depuis longtemps dans les pays voisins et les Etats membres de la Communauté européenne. De ce fait ce travailleur ne peut faire valoir de droits minimaux lorsque lui et/ou son employeur a/ont payé pendant une certaine période des cotisations dans le cadre d'une pension extra-légale. Aux Etats-Unis l'on obtient ce droit après 1 an déjà, en Grande-Bretagne après 2 ans et aux Pays-Bas après 5 ans. En outre il perd encore trop souvent l'avantage financier lié aux droits constitués lorsqu'il quitte son employeur, c.à.d. que le transfert de droits d'un employeur vers un autre n'existe pas. L'avantage extra-légal accordé dans ces cas limite la mobilité du travailleur.

Au contraire des autres éléments de la constitution et de la protection du salaire, l'octroi d'un avantage extra-légal échappe en grande partie à la participation des travailleurs affiliés. Le travailleur accepte un contrat d'engagement, mais n'a entre-

moest leiden. Vandaag stellen we immers vast dat in België geen globale wetgeving bestaat inzake de aanvullende sociale zekerheidsregelingen. De materie wordt geregeld met behulp van diverse legistieke technieken in functie van de hoedanigheid van de partijen en de aard van de rechtsverhouding. Bij wijze van voorbeeld kunnen de volgende aanvullende sociale zekerheidsregelingen worden geciteerd :

- de regelingen die aanvullende sociale zekerheidsvoordelen (inzake werkloosheid, ziekte, invaliditeit, pensioenen, ...) toekennen aan bepaalde personen in het kader van Fondsen voor bestaanszekerheid opgericht in toepassing van de wet van 7 januari 1958;

- de regelingen die aanvullende voordelen toekennen aan bepaalde categorieën van werknemers in het kader van een groepsverzekering die door de werkgevers bij bepaalde verzekeringsondernemingen wordt onderschreven conform aan de wet van 9 juli 1975 inzake de controle op de verzekeringsondernemingen;

- de regelingen die aanvullende pensioenuitkeringen toekennen in het kader van een pensioenfondsen die door de werkgevers ten gunste van zijn werknemers gecreëerd wordt. Sinds het koninklijk besluit van 14-15 mei 1985 zijn deze pensioenfondsen eveneens onderworpen aan voormelde wet van 9 juli 1975;

- wettelijk georganiseerde aanvullende voordelen voor bepaalde categorieën van vrije beroepen (geneesheren, tandartsen, ...) of van werknemers (koninklijk besluit van 14 mei 1969 betreffende de toekenning van buitenwettelijke voordelen aan de werknemers);

- de regelgeving die werd ingesteld door het koninklijk besluit van 17 december 1992 betreffende de levensverzekeringsactiviteit.

Een deel van de bij de bedrijfspensioenregelingen aangesloten werknemers blijft derhalve nog steeds verstoken van rechten en zekerheden die in de ons omringende E.G.-lidstaten reeds sedert lang zijn verworven of wettelijk zijn gereglementeerd. Die werknemer kan in sommige gevallen geen minimale rechten laten gelden wanneer hij en/of zijn werkgever gedurende een bepaald tijdvak bijdragen hebben betaald in het kader van een extra-legaal pensioen. In de Verenigde Staten verwerft men dit recht reeds na 1 jaar, in Groot-Brittannië na 2 jaar en in Nederland na 5 jaar. Bovendien verliest hij nog te vaak het financiële voordeel van de opgebouwde rechten wanneer hij zijn werkgever verlaat, m.a.w. de overdraagbaarheid van rechten van de ene naar de andere werkgever bestaat niet. Het toegekende buitenwettelijk voordeel verhindert in die gevallen de mobiliteit van de werknemer.

In tegenstelling tot andere elementen in de loonvorming en -bescherming ontsnapt de toekenning van het buitenwettelijk voordeel in grote mate aan de inspraak van de aangesloten werknemers. De werknemer aanvaardt een toetredingscontract,

temps aucun contrôle sur les droits qui ont été constitués en sa faveur et/ou qu'il a constitué.

L'utilisation des sommes versées, peut changer selon le système utilisé (assurance groupe, fonds de pension, caisses communes de pension) et revêtir dès lors un niveau différent de risque.

Le projet de loi qui sera déposé prochainement a pour but, en tenant compte des lacunes existantes en matière de protection sociale d'un travailleur affilié à un régime de pension de l'entreprise, d'intervenir de manière réglementaire à trois niveaux :

- la constitution des droits à une pension complémentaire par le travailleur;
- le transfert des droits constitués;
- la participation des travailleurs en matière de régime de pension complémentaire constitué par l'entreprise.

Les mesures prévues ont été approuvées par le Gouvernement après qu'une large consultation ait eu lieu avec les partenaires sociaux d'une part, et les organisations professionnelles, d'autre part.

4. L'émancipation des seniors

La représentation et la participation des pensionnés me paraît absolument nécessaire pour la préparation de la politique de gestion. Lors de l'Année Européenne des Personnes Agées et de la Solidarité entre les générations un Comité Consultatif a été installé sur base informelle. Les expériences positives de cette expérimentation sont à la base de l'institutionnalisation de ce Comité. Le 5 mai 1994 le gouvernement a approuvé l'arrêté royal instaurant le Comité Consultatif pour le secteur des pensions.

Bientôt ce Comité sera installé officiellement et les pensionnés auront une participation directe à la gestion des pensions.

5. Renforcement et amélioration des administrations de pension

Les administrations de pensions sont incitées à une meilleure communication et information des pensionnés.

En plus d'initiatives purement pratiques tendant à rendre les formulaires adressés aux pensionnés plus compréhensibles et plus simples, l'accord de collaboration entre les trois grandes administrations de pension est d'une importance primordiale. Actuellement, les futurs pensionnés qui n'ont pas encore atteints l'âge pour pouvoir introduire une demande de pension (cela ne peut se faire qu'un an à l'avance) n'ont pas le "droit" de demander au service des pensions un aperçu des droits constitués en matière de

mais heeft inmiddels geen controle op de voor en/of door hem opgebouwde rechten.

De aanwending van de gestorte bijdragen, kan naar gelang van het gebruikte systeem (groepsverzekering, pensioenfonds, gemeenschappelijke pensioenkassen) verschillen en bijgevolg een variabele risicogevoeligheid hebben.

Het ontwerp van wet dat eerlang zal worden voorgelegd heeft tot doel om, rekening houdende met de bestaande lacunes inzake de sociale bescherming van de bij een bedrijfspensioenregeling aangesloten werknemers, regelgevend op te treden op drie vlakken :

- de opbouw van de rechten op een aanvullend pensioen door de werknemers ;
- de overdraagbaarheid van de opgebouwde rechten
- de inspraak van de werknemers inzake de in de onderneming ingestelde aanvullende pensioenregeling.

De voorziene maatregelen werden na ruime consultatie van de sociale partners enerzijds en de betrokken beroepsverenigingen anderzijds in de schoot van de Regering goedgekeurd.

4. De emancipatie van de senioren

De vertegenwoordiging en inspraak van de gepensioneerden is absoluut noodzakelijk voor de beleidsvoorbereiding. Tijdens het Europees Jaar van de Ouderen en de solidariteit tussen de generaties werd op een informele basis een Raadgevend Comité geïnstalleerd. De positieve ervaringen met dit experiment vormen de aanleiding om dit Comité te institutionaliseren. Op 5 mei 1994 keurde de Regering het koninklijk besluit tot oprichting van een Raadgevend Comité voor de pensioensector goed.

Binnenkort wordt dit Comité officieel geïnstalleerd en krijgen gepensioneerden zelf rechtstreeks inspraak in het pensioenbeleid.

5. Versterken en verbeteren van de pensioenadministraties

De pensioenadministraties worden verder aangezet tot een betere communicatie met, en voorlichting van de gepensioneerden.

Naast een reeks zeer praktische initiatieven naar het leesbaarder en eenvoudiger maken van de formulieren gericht naar de pensioengerechtigden zelf, is vooral het Samenwerkingsakkoord tussen de drie grote pensioenadministraties enorm belangrijk. Vandaag hebben de toekomstige gepensioneerden die nog niet de leeftijd bereikt hebben waarop zij een pensioenaanvraag mogen indienen (dat kan immers ten vroegste één jaar op voorhand) niet het "recht" van de pensioendiensten een overzicht van de opgebouwde pensioenrechten of een raming voor de toe-

pension ou une évaluation pour l'avenir. Ceci est considéré de plus en plus comme un manquement.

Nous constatons également aujourd'hui que les personnes ayant une carrière mixte ne peuvent obtenir nulle part des informations générales en la matière ainsi que sur l'application des règles de cumul pour leurs droits futurs en matière de pension à charge des différents régimes de pension.

Le Conseil des Ministres a approuvé le 3 juin 1994 un accord de collaboration pour l'instauration d'un service commun d'information pour l'Office National des Pensions, l'Institut National d'Assurances Sociales pour les Travailleurs Indépendants et l'Administration des Pensions.

Les futurs pensionnés âgés d'au moins 55 ans, peuvent s'y rendre pour obtenir une évaluation de leur droit global de pension.

Il est envisagé de lancer effectivement ce service d'information cette année encore.

En rapport avec le traitement administratif des pensions du secteur public, j'aimerais rencontrer les observations formulées par la Cour des Comptes (151^{ème}) cahier, page 121) à ce sujet.

Une vérification approfondie et systématique du montant de chaque pension accordée, est considérée comme inefficace, voir même inutile. J'ai donc décidé de procéder le plus rapidement possible aux adaptations légales nécessaires des méthodes de contrôle.

6. Conclusions finales

Comme les années précédentes, nous devons pour l'année à venir nous en tenir aux restrictions budgétaires prévues.

L'assainissement des finances publiques constitue en fait la meilleure garantie pour l'avenir de la sécurité sociale et pour les pensions en particulier.

Ceci n'empêche cependant pas que de petites corrections sociales, néanmoins importantes pour les intéressés, peuvent être réalisées.

Dans le courant de l'année 1994, l'instauration de l'indice santé pour les pensions minimums et le minimum d'existence (avec e.a. le revenu garanti aux personnes âgées) a été largement compensée.

Au départ du même souci, d'autres mesures peuvent encore être proposées.

On pourrait éventuellement envisager de rehausser en différentes phases, les pensions qui, suite aux coefficients de réduction existants auparavant, se situent en dessous du revenu garanti aux personnes âgées.

La Commission des Affaires Sociales de la Chambre des Représentants s'est déjà rangée derrière des initiatives parlementaires en la matière. Je m'engage à m'en occuper le plus rapidement possible.

komst te vragen. Dit wordt hoe langer hoe meer als een gebrekkige dienstverlening ervaren.

We stellen vandaag ook vast dat personen met gemengde loopbanen nergens meer terecht kunnen voor volledige informatie omtrent en toepassing van de cumulatiebepalingen op toekomstige pensioenrechten op last van verschillende pensioenstelsels.

De Ministerraad van 3 juni 1994 keurde een samenwerkingsovereenkomst goed ter oprichting van een gemeenschappelijke info-dienst voor de Rijksdienst voor Pensioenen, het Rijksinstituut voor Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen en de Administratie der Pensioenen.

Bij deze info-dienst kunnen de toekomstige gepensioneerden, vanaf de leeftijd van 55 jaar, terecht voor een raming van hun globaal pensioenrecht.

Het ligt in de bedoeling deze info-dienst nog dit jaar effectief op te starten.

Naar de administratieve behandeling van de overheidspensioenen toe, wil ik tegemoetkomen aan de opmerkingen die het Rekenhof (151e boek blz. 121) hieromtrent formuleert.

Een grondige en systematische verificatie van het bedrag van elk toegekend pensioen, wordt als ondoeltreffend, ja zelfs nutteloos beoordeeld. Ik neem mij dan ook voor om zo snel mogelijk tot de noodzakelijke wettelijke aanpassingen van de controlemethoden over te gaan.

6. Slotbedenkingen

Zoals tijdens de vorige jaren moeten wij ook volgend jaar de budgettaire gestrengheid aanhouden.

Het saneren van de overheidsfinanciën zelf vormt immers de beste waarborg voor de toekomst van de sociale zekerheid en van de pensioenen in 't bijzonder.

Dit belet evenwel niet dat kleine -maar daarom voor de betrokkenen niet minder belangrijke- sociale verbeteringen kunnen verwezenlijkt worden.

In de loop van 1994 werd voor de minimumpensioenen en de bestaanszekerheidsuitkeringen (waaronder het gewaarborgd inkomen voor bejaarden) de invoering van de gezondheidsindex grotendeels gecompenseerd.

Vanuit dezelfde bekommernis kunnen wellicht nog andere maatregelen voorgesteld worden. Er kan bijvoorbeeld aan gedacht worden om de pensioenen die ten gevolge van de vroeger geldende verminderingspercentages beneden het gewaarborgd inkomen voor bejaarden liggen gefaseerd op te trekken.

De Commissie voor Sociale Zaken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft zich terzake reeds achter een parlementair initiatief geschaard. Ik neem mij voor om hiervan snel werk te maken.

En outre je continuerai à stimuler le débat social sur les adaptations nécessaires de notre société au vieillissement de la population.

A ce sujet, j'aimerais souligner le fait que la politique de gestion des pensions doit faire parti intégrante de la gestion intégrale des séniors, élaborée en accord avec les différents niveaux de gestion.

Etant donné que je suis convaincu, que des informations adaptées vers les jeunes, les actifs et les pensionnés, constituent le meilleur moyen de comprendre la nécessité d'un système de pension convenable et de renforcer la solidarité entre les générations, je développerai une initiative en ce domaine.

Daarnaast zal ik het maatschappelijk debat over de noodzakelijke aanpassingen van onze samenleving aan de veroudering van de bevolking blijven stimuleren.

In dit verband onderstreep ik het feit dat het pensioenbeleid een integrerend deel moet uitmaken van een globaal seniorenbeleid dat in samenspraak met de diverse beleidsniveaus wordt uitgewerkt.

Vermits ik ervan overtuigd ben, dat aangepaste informatie naar jongeren, actieven en gepensioneerden, het beste middel is om het inzicht te verbeteren in de noodzaak van een degelijk pensioenstelsel en de solidariteit tussen de generaties te versterken zal ik in dit domein een initiatief ontwikkelen.